



## *La bifurcation oubliée, la trajectoire espérée*

Philippe Destatte  
directeur général de l'Institut Destrée

Namur, le 29 août 2017

Si l'on veut bien mettre entre parenthèses les tactiques politiques, les frustrations individuelles de certains élus, les rancœurs ces semaines d'été 2017, et les considérer comme des péripéties, on peut s'interroger sur les changements partiels de majorité en Wallonie à l'aune des trajectoires possibles envisagées avant l'opération lancée par le Guy Lutgen, président du cdH, le 18 juin 2017. Un travail d'analyse de cette nature avait été réalisé en 2016 par un groupe d'acteurs et d'experts indépendants dans le cadre de la préparation d'une conférence de l'Université ouverte et de l'UMONS à Charleroi<sup>1</sup>. Cet exercice a été poursuivi en 2017 avec le Collège régional de Prospective de Wallonie, jusqu'à aboutir à un Manifeste publié dans le journal *L'Echo* en mars 2017<sup>2</sup>. Quelle lecture peut-on essayer d'en faire en cette fin août 2017 ?

D'abord, nous devons considérer que ceux qui avaient identifié des bifurcations futures pour la Wallonie ne les imaginaient qu'au moment des rendez-vous électoraux régionaux prochains, en 2019 ou en 2024 - rappelons que les bifurcations sont des moments où le système peut évoluer vers plusieurs chemins et qu'il réalise une des possibilités qui lui sont données. Ces observateurs ne voyaient pas nécessairement ces bifurcations dans des changements de majorité politique, mais ils considéraient plutôt que l'ampleur de la transformation attendue nécessitait une mise en cause de l'intensité des politiques menées, le problème étant que les élus de la majorité mise en place en 2014 ne semblaient pas prêts à les mettre en œuvre. Comme souvent d'ailleurs, la plupart des élus se sont focalisés sur la demande de l'opinion publique, relayée ou activée par la presse : apporter des réponses à un effet de la maladie que constituent les avantages de la *nomenklatura*<sup>3</sup>, plutôt qu'aux signaux socio-économiques particulièrement inquiétants lancés par les acteurs et les chercheurs<sup>4</sup>.

### **La wild-card de juin 2017**

Or, si l'on tente d'anticiper les bifurcations pour les préparer, et c'était bien le cas des rendez-vous politiques de 2019 et 2024, on oublie souvent que les trajectoires ne naissent pas nécessairement au sein des échéances attendues : elles peuvent se générer elles-mêmes

1 Philippe DESTATTE, *Les trajectoires prospectives de la Wallonie (2016-2036)*, dans Virginie de MORIAME et Giuseppe PAGANO, *Où va la Wallonie ? Actes du cycle de conférences UO-UMONS*, p. 65-87, Charleroi, Université ouverte, 2016. - Blog PhD2050, Charleroi, 25 février 2016, <https://phd2050.wordpress.com/2016/02/28/trajectoires-prospectives-de-la-wallonie-2016-2036/>

2 *Wallonie, la trajectoire socio-économique, résolulement*, dans *L'Echo*, 10 mars 2017.

<http://www.lecho.be/opinions/carte-blanche/Wallonie-la-trajectoire-socio-economique-resolulement/9871529>

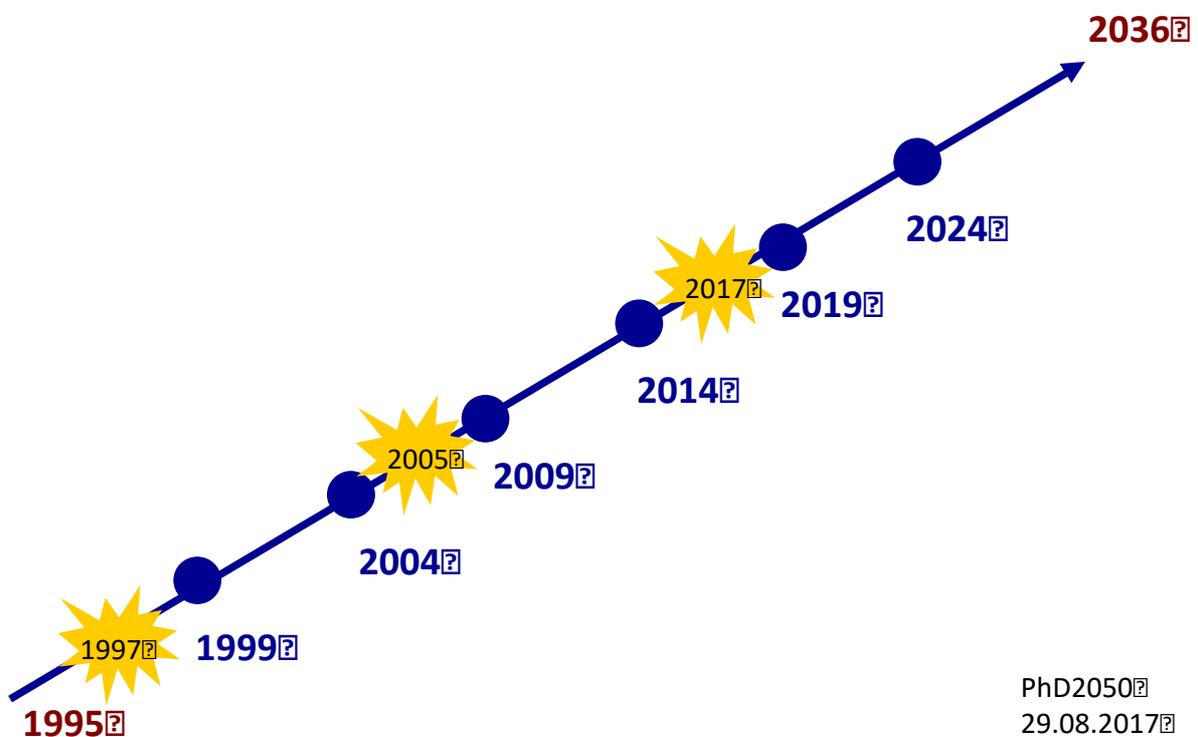
3 J'emploie ce terme dans le sens russe que rappelle Alain Rey et qui visent les membres du régime ayant droit à des prérogatives exceptionnelles. A. REY dir. Dictionnaire historique de la langue française, p. 2389, Paris, Le Robert, 2006.

4 Voir notamment la convergence des analyses : *Regards sur la Wallonie 2016*, Liège, CESW, Juin 2016. - *Etudes sur la situation de l'entreprise, Portrait des Entreprises en Wallonie, Evolution*, Wavre, UWE, 08/2016. - *Séries statistiques du marché du travail en Wallonie*, Namur, IWEPS, Décembre 2016. - *Communiqué de presse du 10 février 2017 relatif aux comptes régionaux*, Bruxelles, Banque nationale, Institut des Comptes nationaux, 4 p. - Paola ANNONI, Lewis DIJKSTRA & Nadia GARGANO, *The EU Regional Competitiveness Index 2016*, WP02/2017, European Commission, Regional and Urban Policy, 2017. - *Rapport sur l'économie wallonne 2017*, Namur-Liège, SOGEPa - SPW-DGO6 - IWEPS, Février 2017. - Didier PAQUOT, *Economie wallonne : 15 ans de plans de redressement, où en est-on ?* Exposé au Forum financier de la Banque nationale, Louvain-la-Neuve, Epec, 27 avril 2017.

en fonction de leur centre de gravité et du mouvement qu'elles impulsent. C'est ce qu'on appelle une *wild-card*, une surprise majeure, un événement inattendu, surprenant, peu probable, qui peut avoir des effets considérables s'il survient. Dans l'exercice mené sur les trajectoires de la Wallonie, les experts avaient choisi différents centres de gravité. Néanmoins, ils avaient considéré l'unicité des institutions wallonnes et des partis politiques, en localisant le pouvoir wallon à l'Elysette, lieu de réunion du gouvernement. Cette logique correspond assez bien, par exemple, à la bifurcation des élections du 13 juin 1999, de l'avènement du gouvernement Arc-en-ciel et de la mise en place, à l'initiative du ministre-président Elio Di Rupo, du Contrat d'Avenir pour la Wallonie. Cette bifurcation était devenue porteuse d'une trajectoire de transformation potentielle. On sait également que des bifurcations manifestes, occasions majeures de changement, peuvent aussi n'être porteuses d'aucune mutation positive, comme c'est le cas de la communautarisation de l'enseignement en 1989 où, finalement, il ne se passa quasi rien faute de loi de financement adéquate ni de volonté de transformation d'un modèle éducatif qui en avait pourtant bien besoin... *But that's another story*, comme l'écrivait Rudyard Kipling...

Ce que l'on oublie toutefois, et qui peut éclairer les événements de cet été, c'est que le centre de gravité de la trajectoire de la Wallonie ne s'est trouvée localisée jusqu'aujourd'hui que très partiellement à l'Elysette. Elio Di Rupo l'avait compris en 1999, lui qui très rapidement s'est porté à la présidence du Parti socialiste, car il se sentait bridé dans son action politique par le Boulevard de l'Empereur. Rétrospectivement, deux moments de bifurcations illustrent bien l'importance de ce centre de gravité que constituent les partis politiques. Le premier a lieu en 1997, voici juste vingt ans. Le deuxième en 2005.

## La bifurcation oubliée : une wildcard en 2017



## 1997 : le président du PSC provoque une nouvelle DPR

Depuis janvier 1994, Robert Collignon dirige une coalition socialiste - sociale-chrétienne à la Région wallonne. En charge de l'Économie, le ministre-président mène une politique de renforcement des *pôles d'excellence* existants : biogénétique et pharmaceutique dans le Brabant wallon, aéronautique à Charleroi, astronautique à Liège, environnement dans la région de Mons-Borinage, eau à Verviers, agroalimentaire à Gembloux, etc. Il restructure aussi la sidérurgie wallonne et ses trois pôles : Cockerill-Sambre, Forges de Clabecq et Boël La Louvière. Néanmoins, fin mai 1997, sur base du constat d'une économie wallonne *malade*, le président du PSC (actuel cdH), Charles-Ferdinand Nothomb, réclame une nouvelle déclaration de politique régionale avec des réorientations *substantielles* pour faire face aux difficultés économiques, mais aussi politiques que connaît la Wallonie. Il s'agit pour le président social-chrétien de *redonner confiance aux gens* <sup>5</sup>. Depuis le premier trimestre de l'année 1993 en effet, la production industrielle wallonne est dans une phase d'affaiblissement <sup>6</sup>. Mais ce qui inquiète davantage les analystes réunis par le PSC, ce sont les comparaisons qu'ils établissent sur le temps long avec la Flandre : notamment un taux de chômage deux fois plus élevé dans le sud, un retard de croissance annuel de 0,5 à 1 %, un taux d'investissement préoccupant, une balance commerciale déficitaire <sup>7</sup>. Pour le PSC, et en particulier pour le député André Antoine, ces difficultés économiques s'accompagnent d'un *déficit de régulation publique* <sup>8</sup>. Une déclaration de politique régionale complémentaire va être adoptée en novembre 1997 et constituer un plan de relance intéressant en prônant le décloisonnement et la transversalité de l'action, appelant au leadership d'un ministre-président, influant sur son équipe, et porteur d'initiatives nouvelles <sup>9</sup>. Sept ans plus tard, la DPR 2004-2009 indiquait *qu'un premier pas dans le sens du redressement a été effectué par la déclaration de politique régionale complémentaire de 1997...* <sup>10</sup>

## 2005 : les présidents du cdH et du PS suscitent le Plan Marshall

Le deuxième exemple n'est plus dans toutes les mémoires, même si l'initiative continue à être au cœur des débats politiques wallons. Nous sommes en juin 2005, Jean-Claude Van Cauwenberghe est à la tête du gouvernement wallon depuis cinq ans. Depuis les élections de 2004, les sociaux-chrétiens ont remplacé libéraux et socialistes comme partenaires des socialistes. La nouvelle DPR que nous venons de mentionner déclare que *La Wallonie se redresse. Mais son affaiblissement économique fut si intense que le chemin de la prospérité reste long ! ...* Et puis, cette phrase devenue *leitmotiv* pour les esprits positifs : *Une chose est certaine : la Wallonie a cessé de régresser* <sup>11</sup>.

Mais un an plus tard, alors que le gouvernement déploie tranquillement son activité de législature et met en œuvre cette déclaration de politique régionale, successivement Joëlle Milquet, présidente du cdH et Elio Di Rupo, président du PS, sonnent la mobilisation. *J'en appelle à un véritable sursaut wallon*, déclare alors le leader du PS. *Il faut un plan Marshall à l'échelle de la Wallonie, passant par la prise réelle de responsabilité de tous (gouvernement,*

---

5 Nothomb réclame une nouvelle déclaration, dans *L'Echo*, 27 mai 1997. – Nothomb réclame un grand pacte social : "Quand le temps du devoir de deuil sera passé, il faudra redonner confiance aux gens", Propos recueillis par Vincent JUMEAU et Jean-Léon WAUTERS, dans *L'Echo*, 24 mai 1997.

6 *Tendances économiques*, SES, n°16, Juin 1999, p. 38.

7 *Une Wallonie moderne, Congrès de Liège du 24 mai 1997, Actes*, p. 16sv, Bruxelles, PSC, 1997.

8 André ANTOINE, *De la nécessité de sortir du pragmatisme sous-régional en Wallonie*, dans *Une Wallonie moderne, Congrès de Liège du 24 mai 1997, Actes*, p. 56-58, Bruxelles, PSC, 1997.

9 Marnix BEYEN et Philippe DESTATTE, *Un autre pays, Nouvelle histoire de Belgique 1970-2000*, [volume 9 de la *Nouvelle Histoire politique de la Belgique contemporaine de 1830 à nos jours*, sous la direction de Michel Dumoulin, Vincent Dujardin et Mark Van den Wijngaert], coll. *Histoire*, p. 272-273, Bruxelles, Le Cri, 2009, 428 p.

10 *Déclaration de politique régionale 2004-2009*, p. 3, slnd, 2004, p. 3, 153 p.

11 *Ibidem*.

syndicats, patrons, universités, enseignants, associations). C'est urgent. L'exigence pour chacun doit être de quantifier les actions à entreprendre et d'en mesurer l'efficacité. On sait qu'il y a des difficultés en Wallonie malgré une amélioration, quoi qu'on en dise, mais qui est insuffisante. Le gouvernement vient de prendre de bonnes mesures avec son plan stratégique sur la création d'activités. Mais les meilleures mesures du monde ne servent à rien si elles ne sont pas réalisées sur le terrain. Tout le monde doit se retrousser les manches, nous sommes à un moment charnière de l'histoire de la Wallonie <sup>12</sup>. A nouveau, il est manifeste, comme le décrit alors le journaliste Didier Grogna, que le président du PS a pris conscience de la dégradation de la situation économique de la Wallonie, mais aussi des critiques adressées au partenaire socialiste par le vice-président cdH André Antoine, notamment sur les difficultés éprouvées par le ministre-président s'assumer sa mission. Et l'éditorialiste de *L'Echo* de préciser : *Il faut effectivement modifier les mentalités et oser dire «non» aux sous-localismes... socialistes ; oser donner un grand coup de pied dans les droits acquis et certains comportements «douteux» au sein d'organismes publics. Il apparaît de plus en plus improbable que Jean-Claude Van Cauwenberghe puisse tenir le cap durant toute la législature. Son remplacement semble inéluctable. Mais par qui ? Qui osera affronter des caciques qui n'ont jamais été inquiétés depuis des décennies ? La Wallonie a besoin d'un «plan Marshall», cela signifie mettre de côté les divergences politiques et aller tous dans le même sens* <sup>13</sup>. Ainsi, durant tout l'été 2005, le gouvernement wallon sera *by-passé* par les présidents des deux partis qui vont présenter eux-mêmes le *Plan prioritaire wallon* à la presse et même, semble-t-il, au gouvernement. PS et cdH sont restés unis ou, en tout cas, compte tenu de l'agenda des déclarations, en 2005 comme en 1997, les présidents socialistes ont assumé les états d'âme des sociaux-chrétiens et articulé leur propre position avec ceux-ci. Il est manifeste que les relations Nothomb-Busquin étaient très constructives, tout comme, plus tard, celles de Elio Di Rupo et de Joëlle Milquet. Ces enchaînements n'ont clairement pas joué en 2017 puisque, pour la première fois depuis son existence, donc près de 25 ans, le siège éjectable de la méfiance constructive a été activé, au détriment des socialistes.

On le voit, 1997 et 2005 constituent des bifurcations forcées, probablement même des *wild-cards* créées à partir du centre de gravité des partis politiques de la majorité gouvernementale, et qui peuvent contribuer à la compréhension de 2017.

## **Une trajectoire d'espoir, en avance de deux ans sur son temps**

En fait, ce qui semble avoir fait problème en ce début d'été 2017, c'est moins la question de la mauvaise gouvernance qui a gravement touché la presque totalité du monde politique wallon, que la conjonction dans l'opinion entre ces "affaires" et l'incapacité, devenue manifeste, de répondre au maldéveloppement de la Wallonie. Certes, dans la stratégie du président cdH Benoît Lutgen, ce sont ces dossiers de mauvaise gouvernance qui ont constitué le *casus belli*, ce qui a rendu sceptiques un certain nombre d'observateurs puisque le cdH n'était pas, lui non plus, exempt de critiques. Néanmoins, comme l'a rappelé le chef du groupe social-chrétien à la tribune du Parlement de Wallonie le 28 juillet, on aurait tort, de minimiser les signaux qui, en provenance du Conseil économique et social, des universités ou de l'Union wallonne des Entreprises, affirmaient, comme en 1997 ou 2005, que la Wallonie n'était pas sur le bon cap de redressement. La trajectoire tendancielle, intitulée *Au fil de l'eau... usée*, et formulée en février 2016 par le groupe de travail réuni pour l'initiative de l'Université ouverte et de l'UMONS est particulièrement révélatrice. Je la rappelle ici :

*Si on pratique une gouvernance d'un autre temps, avec une évaluation factice, un défaut d'anticipation, que l'on est incapable de faire face aux défis budgétaires et de la cohésion*

<sup>12</sup> Elio Di Rupo appelle à un «sursaut» wallon et veut mettre fin au sous-localisme, Interview, dans *L'Echo*, 11 juin 2005.

<sup>13</sup> Didier GROGNA, *L'argent n'est pas tout*, 18 juin 2005.

*sociale et territoriale, si on ne peut surmonter les chocs électoraux de 2019 et 2024, la septième réforme de l'État, l'articulation des compétences et moyens consacrés à l'enseignement, à la formation, à la recherche, etc., on mettra en péril la cohésion régionale. La Wallonie connaîtrait alors une spirale infernale qui interroge les cohésions sociales et territoriale wallonnes.*

*Il faut noter que le groupe de travail a abordé les questions de symétries ou d'asymétries, demain, entre coalitions des différents niveaux de pouvoir, et donc les possibilités de les assumer plus normalement, plus loyalement, que dans la lourde mésintelligence actuelle. Les participants ont également constaté que la vie politique wallonne est singularisée par sa stabilité sur un point central, à savoir la permanence du PS au pouvoir, avec la domination qui en découle sur tout le paysage politique et administratif. Comme l'écrit l'un des rapporteurs, en se gardant bien pour autant d'exprimer des opinions politiques, a fortiori des préférences, il n'est pas interdit de penser que cette stabilité peut ou risque de se confondre (parfois, souvent...) avec une certaine sclérose. Or l'hypothèse d'une relégation du PS dans l'opposition régionale n'est pas utopique : le prouvent, les résultats des élections législatives de 2007, comme l'étonnante latitude laissée aux «petits» Ecolos et cdH de choisir leur «grand» partenaire de coalitions fédérées en 2009. Quoiqu'on en pense, et, quelles qu'en soient les conséquences (notamment institutionnelles et administratives), ce bouleversement des habitudes politiques représenterait une discontinuité majeure dans le fil conducteur régional.*

Certes, d'autres trajectoires étaient espérées, et on pourra s'y référer pour savoir si ce sont celles-là que la bifurcation de l'été 2017 portera. Néanmoins, ma conviction est que, au delà de ce qui peut constituer un jeu politique et contrairement à ce qui a été dit au lendemain de cette bifurcation, la Wallonie, telle qu'elle était pilotée par le gouvernement Magnette-Prévot n'était pas en train de se redresser. Non parce que ses politiques étaient inadaptées - chacun des camps a loué le Plan Marshall, ses pôles de compétitivité, *Creative Wallonia*, le Plan numérique, etc. et l'action volontariste du ministre socialiste de l'Économie, Jean-Claude Marcourt -, mais parce que la mobilisation des acteurs n'était pas au rendez-vous et que les moyens suffisants n'avaient pas été mobilisés pour les consacrer au redressement et donc permettre un décollage de l'économie.

Si l'on accepte cette idée, la bifurcation nouvelle constitue sans nul doute l'espoir que naisse une trajectoire transformatrice et régénératrice, enfin porteuse de concret pour la Wallonie. C'est le discours que tient aujourd'hui le nouveau gouvernement piloté par Willy Borsus. Un discours ne fait certes pas une trajectoire. Si le nouveau ministre-président réussit à mobiliser les femmes, les hommes et les moyens en Wallonie pour concrétiser nos ambitions de redéploiement, le changement de majorité permettra de gagner deux ans dans la reconversion, ce qui est précieux, en particulier pour ceux qui sont victimes du maldéveloppement wallon depuis trop longtemps.